



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 01/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYDEME

1 rue Jacques Callot
57600 Morsbach

Références : ST-AVOLD_SYDEME_2025-08-27_RAPVI-incendiecartons_MED_MCB_01920
Code AIOT : 0006206580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement SYDEME implanté Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 26 août 2025 fait suite à l'incendie survenu le 25 août 2025 après-midi au niveau du hall d'entreposage et de mise en balles des déchets de cartons.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDEME
- Ancien Carreau Sainte Fontaine 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006206580

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SYDEME exploite notamment sur le site de Sainte-Fontaine situé sur les communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach une installation de transit de déchets recyclables et de déchets de cartons.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu le 25 août 2025 après-midi au niveau du hall d'entreposage et de mise en balles de déchets de cartons, l'exploitant doit transmettre dans un délai de 15 jours le rapport d'accident requis à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."</p>

Constats :

Lors de la visite du 26 août 2025, l'exploitant a indiqué :

- qu'environ 400 m³ de cartons ont été pris dans l'incendie ;
- que les déchets de cartons entreposés dans le hall d'entreposage et de mise en balles des cartons ont été réceptionnés sur le site le lundi matin 25 août 2025 et proviennent des bennes "cartons" des déchetteries du secteur ;
- que le hall d'entreposage et de mise en balles des cartons n'est pas équipé d'une centrale de détection incendie mais uniquement d'une alarme de type 4 dédiée à l'évacuation des personnes (Pour rappel, lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant avait indiqué qu'une enveloppe budgétaire de 170 k€ serait présentée en avril 2025 lors du vote du budget par le syndicat pour mettre en conformité la détection incendie du bâtiment "accueil/atelier/mise en balles cartons" avec les nouvelles obligations réglementaires applicables au 1er janvier 2026) ;
- que l'alerte a été déclenchée par un opérateur de l'atelier le 25 août 2025 vers 13h après avoir constaté visuellement un départ de feu au niveau de l'entreposage des déchets de cartons ;
- que le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) est intervenu sur le site pendant plusieurs heures (jusqu'à 20h) pour éteindre l'incendie et refroidir par arrosage les déchets de cartons étalés au sol à l'extérieur du hall ;
- que le mur coupe-feu séparant l'atelier du hall d'entreposage et de mise en balles des cartons a permis d'éviter la propagation de l'incendie à l'atelier ;
- que les eaux d'extinction incendie ont été absorbées par les déchets de cartons ;
- avoir prévu le passage d'une caméra thermique le 26 août 2025 après-midi pour vérifier l'absence de reprise de l'incendie au niveau des déchets de cartons étalés au sol ;
- que l'origine de l'incendie n'est pas connue à ce jour mais l'exploitant suspecte la présence d'un déchet non conforme (batterie,).

L'inspection des installations classées a notamment constaté, lors de la visite du 26 août 2025 :

- la présence d'environ 400 m³ de déchets de cartons humides et en partie calcinés sur une zone revêtue située en extérieur devant le hall d'entreposage et de mise en balle des déchets de cartons ;
- la présence d'une faible quantité d'eaux d'extinction incendie au niveau des déchets de cartons étalés au sol.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 15 jours le rapport d'accident avec tous les éléments requis par l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours